

664945-2026 - Mise en concurrence

France – Chèques-repas – Fourniture et gestion de titres restaurant dématérialisés sur carte-
OJ S 187/2026 28/09/2026
Avis de marché ou de concession – régime ordinaire
Fournitures

1. Acheteur

1.1. Acheteur

Nom officiel: Commune BLANCS COTEAUX

Adresse électronique: loic.malaise@blancs-coteaux.fr

Forme juridique de l'acheteur: Autorité locale

Activité du pouvoir adjudicateur: Services d'administration générale

2. Procédure

2.1. Procédure

Titre: Fourniture et gestion de titres restaurant dématérialisés sur carte-.

Description: La présente consultation a pour objet la fourniture, l'émission, la gestion et le rechargement de titres-restaurant dématérialisés, utilisables au moyen d'une carte nominative sécurisée, au bénéfice des agents de la Commune de Blancs-Coteaux et du Centre communal d'action sociale (CCAS) de Blancs-Coteaux. Aucun titre-restaurant papier n'est demandé au titre du présent accord-cadre. Les prestations comprennent notamment la mise à disposition et la gestion des cartes, les chargements de droits, la plateforme de gestion pour les services de l'acheteur, les services numériques destinés aux bénéficiaires, l'assistance, le remplacement des cartes, la facturation et le reporting.

Identifiant de la procédure: 820854a6-e690-4d63-872d-9c4f9074617d

Identifiant interne: 202640200_03

Type de procédure: Ouverte

La procédure est accélérée: non

2.1.1. Objet

Nature principale du marché: Fournitures

Nomenclature principale (cpv): 30199770 Chèques-repas

2.1.4. Informations générales

Base juridique:

Directive 2014/24/UE

Code de la commande publique

2.1.6. Motifs d'exclusion

Sources des motifs d'exclusion: Avis

Manquement à des obligations liées à des motifs d'exclusion purement nationaux: À l'appui de sa candidature, le candidat fournit une déclaration sur l'honneur attestant qu'il n'entre dans aucun des cas d'exclusion de la procédure de passation prévus par le Code de la commande publique. Le candidat pressenti attributaire devra, dans le délai fixé par l'acheteur, produire les certificats et justificatifs permettant de vérifier l'absence de motifs d'exclusion et la régularité de sa situation, conformément aux articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Sont notamment produits, selon le motif concerné, les certificats fiscaux et sociaux,

les informations permettant de vérifier la situation de l'entreprise et, le cas échéant, la copie du ou des jugements prononcés en cas de redressement judiciaire. Les candidats établis à l'étranger produisent les documents équivalents délivrés par les autorités compétentes de leur pays d'origine ou d'établissement.

Faillite: À l'appui de sa candidature, le candidat fournit une déclaration sur l'honneur attestant qu'il n'entre dans aucun des cas d'exclusion de la procédure de passation prévus par le Code de la commande publique. Le candidat pressenti attributaire devra, dans le délai fixé par l'acheteur, produire les certificats et justificatifs permettant de vérifier l'absence de motifs d'exclusion et la régularité de sa situation, conformément aux articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Sont notamment produits, selon le motif concerné, les certificats fiscaux et sociaux, les informations permettant de vérifier la situation de l'entreprise et, le cas échéant, la copie du ou des jugements prononcés en cas de redressement judiciaire. Les candidats établis à l'étranger produisent les documents équivalents délivrés par les autorités compétentes de leur pays d'origine ou d'établissement.

Corruption: À l'appui de sa candidature, le candidat fournit une déclaration sur l'honneur attestant qu'il n'entre dans aucun des cas d'exclusion de la procédure de passation prévus par le Code de la commande publique. Le candidat pressenti attributaire devra, dans le délai fixé par l'acheteur, produire les certificats et justificatifs permettant de vérifier l'absence de motifs d'exclusion et la régularité de sa situation, conformément aux articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Sont notamment produits, selon le motif concerné, les certificats fiscaux et sociaux, les informations permettant de vérifier la situation de l'entreprise et, le cas échéant, la copie du ou des jugements prononcés en cas de redressement judiciaire. Les candidats établis à l'étranger produisent les documents équivalents délivrés par les autorités compétentes de leur pays d'origine ou d'établissement.

Concordat: À l'appui de sa candidature, le candidat fournit une déclaration sur l'honneur attestant qu'il n'entre dans aucun des cas d'exclusion de la procédure de passation prévus par le Code de la commande publique. Le candidat pressenti attributaire devra, dans le délai fixé par l'acheteur, produire les certificats et justificatifs permettant de vérifier l'absence de motifs d'exclusion et la régularité de sa situation, conformément aux articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Sont notamment produits, selon le motif concerné, les certificats fiscaux et sociaux, les informations permettant de vérifier la situation de l'entreprise et, le cas échéant, la copie du ou des jugements prononcés en cas de redressement judiciaire. Les candidats établis à l'étranger produisent les documents équivalents délivrés par les autorités compétentes de leur pays d'origine ou d'établissement.

Participation à une organisation criminelle: À l'appui de sa candidature, le candidat fournit une déclaration sur l'honneur attestant qu'il n'entre dans aucun des cas d'exclusion de la procédure de passation prévus par le Code de la commande publique. Le candidat pressenti attributaire devra, dans le délai fixé par l'acheteur, produire les certificats et justificatifs permettant de vérifier l'absence de motifs d'exclusion et la régularité de sa situation, conformément aux articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Sont notamment produits, selon le motif concerné, les certificats fiscaux et sociaux, les informations permettant de vérifier la situation de l'entreprise et, le cas échéant, la copie du ou des jugements prononcés en cas de redressement judiciaire. Les candidats établis à l'étranger produisent les documents équivalents délivrés par les autorités compétentes de leur pays d'origine ou d'établissement.

Accords avec d'autres opérateurs économiques en vue de fausser la concurrence: À l'appui de sa candidature, le candidat fournit une déclaration sur l'honneur attestant qu'il n'entre dans aucun des cas d'exclusion de la procédure de passation prévus par le Code de la commande publique. Le candidat pressenti attributaire devra, dans le délai fixé par l'acheteur, produire les certificats et justificatifs permettant de vérifier l'absence de motifs d'exclusion et la régularité

de sa situation, conformément aux articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Sont notamment produits, selon le motif concerné, les certificats fiscaux et sociaux, les informations permettant de vérifier la situation de l'entreprise et, le cas échéant, la copie du ou des jugements prononcés en cas de redressement judiciaire. Les candidats établis à l'étranger produisent les documents équivalents délivrés par les autorités compétentes de leur pays d'origine ou d'établissement.

Fraude: À l'appui de sa candidature, le candidat fournit une déclaration sur l'honneur attestant qu'il n'entre dans aucun des cas d'exclusion de la procédure de passation prévus par le Code de la commande publique. Le candidat pressenti attributaire devra, dans le délai fixé par l'acheteur, produire les certificats et justificatifs permettant de vérifier l'absence de motifs d'exclusion et la régularité de sa situation, conformément aux articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Sont notamment produits, selon le motif concerné, les certificats fiscaux et sociaux, les informations permettant de vérifier la situation de l'entreprise et, le cas échéant, la copie du ou des jugements prononcés en cas de redressement judiciaire. Les candidats établis à l'étranger produisent les documents équivalents délivrés par les autorités compétentes de leur pays d'origine ou d'établissement.

Travail des enfants et autres formes de traite des êtres humains: À l'appui de sa candidature, le candidat fournit une déclaration sur l'honneur attestant qu'il n'entre dans aucun des cas d'exclusion de la procédure de passation prévus par le Code de la commande publique. Le candidat pressenti attributaire devra, dans le délai fixé par l'acheteur, produire les certificats et justificatifs permettant de vérifier l'absence de motifs d'exclusion et la régularité de sa situation, conformément aux articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Sont notamment produits, selon le motif concerné, les certificats fiscaux et sociaux, les informations permettant de vérifier la situation de l'entreprise et, le cas échéant, la copie du ou des jugements prononcés en cas de redressement judiciaire. Les candidats établis à l'étranger produisent les documents équivalents délivrés par les autorités compétentes de leur pays d'origine ou d'établissement.

Insolvabilité: À l'appui de sa candidature, le candidat fournit une déclaration sur l'honneur attestant qu'il n'entre dans aucun des cas d'exclusion de la procédure de passation prévus par le Code de la commande publique. Le candidat pressenti attributaire devra, dans le délai fixé par l'acheteur, produire les certificats et justificatifs permettant de vérifier l'absence de motifs d'exclusion et la régularité de sa situation, conformément aux articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Sont notamment produits, selon le motif concerné, les certificats fiscaux et sociaux, les informations permettant de vérifier la situation de l'entreprise et, le cas échéant, la copie du ou des jugements prononcés en cas de redressement judiciaire. Les candidats établis à l'étranger produisent les documents équivalents délivrés par les autorités compétentes de leur pays d'origine ou d'établissement.

Biens administrés par un liquidateur: À l'appui de sa candidature, le candidat fournit une déclaration sur l'honneur attestant qu'il n'entre dans aucun des cas d'exclusion de la procédure de passation prévus par le Code de la commande publique. Le candidat pressenti attributaire devra, dans le délai fixé par l'acheteur, produire les certificats et justificatifs permettant de vérifier l'absence de motifs d'exclusion et la régularité de sa situation, conformément aux articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Sont notamment produits, selon le motif concerné, les certificats fiscaux et sociaux, les informations permettant de vérifier la situation de l'entreprise et, le cas échéant, la copie du ou des jugements prononcés en cas de redressement judiciaire. Les candidats établis à l'étranger produisent les documents équivalents délivrés par les autorités compétentes de leur pays d'origine ou d'établissement.

Fausse déclaration, dissimulation d'informations, incapacité de présenter les documents requis ou obtention d'informations confidentielles sur cette procédure: À l'appui de sa

candidature, le candidat fournit une déclaration sur l'honneur attestant qu'il n'entre dans aucun des cas d'exclusion de la procédure de passation prévus par le Code de la commande publique. Le candidat pressenti attributaire devra, dans le délai fixé par l'acheteur, produire les certificats et justificatifs permettant de vérifier l'absence de motifs d'exclusion et la régularité de sa situation, conformément aux articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Sont notamment produits, selon le motif concerné, les certificats fiscaux et sociaux, les informations permettant de vérifier la situation de l'entreprise et, le cas échéant, la copie du ou des jugements prononcés en cas de redressement judiciaire. Les candidats établis à l'étranger produisent les documents équivalents délivrés par les autorités compétentes de leur pays d'origine ou d'établissement.

Conflit d'intérêt créé par sa participation à la procédure de passation de marché: À l'appui de sa candidature, le candidat fournit une déclaration sur l'honneur attestant qu'il n'entre dans aucun des cas d'exclusion de la procédure de passation prévus par le Code de la commande publique. Le candidat pressenti attributaire devra, dans le délai fixé par l'acheteur, produire les certificats et justificatifs permettant de vérifier l'absence de motifs d'exclusion et la régularité de sa situation, conformément aux articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Sont notamment produits, selon le motif concerné, les certificats fiscaux et sociaux, les informations permettant de vérifier la situation de l'entreprise et, le cas échéant, la copie du ou des jugements prononcés en cas de redressement judiciaire. Les candidats établis à l'étranger produisent les documents équivalents délivrés par les autorités compétentes de leur pays d'origine ou d'établissement.

Association directe ou indirecte à la préparation de cette procédure de passation de marché: À l'appui de sa candidature, le candidat fournit une déclaration sur l'honneur attestant qu'il n'entre dans aucun des cas d'exclusion de la procédure de passation prévus par le Code de la commande publique. Le candidat pressenti attributaire devra, dans le délai fixé par l'acheteur, produire les certificats et justificatifs permettant de vérifier l'absence de motifs d'exclusion et la régularité de sa situation, conformément aux articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Sont notamment produits, selon le motif concerné, les certificats fiscaux et sociaux, les informations permettant de vérifier la situation de l'entreprise et, le cas échéant, la copie du ou des jugements prononcés en cas de redressement judiciaire. Les candidats établis à l'étranger produisent les documents équivalents délivrés par les autorités compétentes de leur pays d'origine ou d'établissement.

Faute professionnelle grave: À l'appui de sa candidature, le candidat fournit une déclaration sur l'honneur attestant qu'il n'entre dans aucun des cas d'exclusion de la procédure de passation prévus par le Code de la commande publique. Le candidat pressenti attributaire devra, dans le délai fixé par l'acheteur, produire les certificats et justificatifs permettant de vérifier l'absence de motifs d'exclusion et la régularité de sa situation, conformément aux articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Sont notamment produits, selon le motif concerné, les certificats fiscaux et sociaux, les informations permettant de vérifier la situation de l'entreprise et, le cas échéant, la copie du ou des jugements prononcés en cas de redressement judiciaire. Les candidats établis à l'étranger produisent les documents équivalents délivrés par les autorités compétentes de leur pays d'origine ou d'établissement.

Résiliation, dommages et intérêts ou autres sanctions comparables: À l'appui de sa candidature, le candidat fournit une déclaration sur l'honneur attestant qu'il n'entre dans aucun des cas d'exclusion de la procédure de passation prévus par le Code de la commande publique. Le candidat pressenti attributaire devra, dans le délai fixé par l'acheteur, produire les certificats et justificatifs permettant de vérifier l'absence de motifs d'exclusion et la régularité de sa situation, conformément aux articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Sont notamment produits, selon le motif concerné, les certificats fiscaux et sociaux, les informations permettant de vérifier la situation de l'entreprise et, le cas échéant, la copie du

ou des jugements prononcés en cas de redressement judiciaire. Les candidats établis à l'étranger produisent les documents équivalents délivrés par les autorités compétentes de leur pays d'origine ou d'établissement.

Manquement à l'obligation relative au paiement de cotisations de sécurité sociale: À l'appui de sa candidature, le candidat fournit une déclaration sur l'honneur attestant qu'il n'entre dans aucun des cas d'exclusion de la procédure de passation prévus par le Code de la commande publique. Le candidat pressenti attributaire devra, dans le délai fixé par l'acheteur, produire les certificats et justificatifs permettant de vérifier l'absence de motifs d'exclusion et la régularité de sa situation, conformément aux articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Sont notamment produits, selon le motif concerné, les certificats fiscaux et sociaux, les informations permettant de vérifier la situation de l'entreprise et, le cas échéant, la copie du ou des jugements prononcés en cas de redressement judiciaire. Les candidats établis à l'étranger produisent les documents équivalents délivrés par les autorités compétentes de leur pays d'origine ou d'établissement.

État de cessation d'activités: À l'appui de sa candidature, le candidat fournit une déclaration sur l'honneur attestant qu'il n'entre dans aucun des cas d'exclusion de la procédure de passation prévus par le Code de la commande publique. Le candidat pressenti attributaire devra, dans le délai fixé par l'acheteur, produire les certificats et justificatifs permettant de vérifier l'absence de motifs d'exclusion et la régularité de sa situation, conformément aux articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Sont notamment produits, selon le motif concerné, les certificats fiscaux et sociaux, les informations permettant de vérifier la situation de l'entreprise et, le cas échéant, la copie du ou des jugements prononcés en cas de redressement judiciaire. Les candidats établis à l'étranger produisent les documents équivalents délivrés par les autorités compétentes de leur pays d'origine ou d'établissement.

Infractions terroristes ou infractions liées aux activités terroristes: À l'appui de sa candidature, le candidat fournit une déclaration sur l'honneur attestant qu'il n'entre dans aucun des cas d'exclusion de la procédure de passation prévus par le Code de la commande publique. Le candidat pressenti attributaire devra, dans le délai fixé par l'acheteur, produire les certificats et justificatifs permettant de vérifier l'absence de motifs d'exclusion et la régularité de sa situation, conformément aux articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Sont notamment produits, selon le motif concerné, les certificats fiscaux et sociaux, les informations permettant de vérifier la situation de l'entreprise et, le cas échéant, la copie du ou des jugements prononcés en cas de redressement judiciaire. Les candidats établis à l'étranger produisent les documents équivalents délivrés par les autorités compétentes de leur pays d'origine ou d'établissement.

5. Lot

5.1. Lot: LOT-0001

Titre: Lot unique

Description: Lot unique

Identifiant interne: 1

5.1.1. Objet

Nature principale du marché: Fournitures

Nomenclature principale (cpv): 30199770 Chèques-repas

5.1.3. Durée estimée

Durée: 36 Mois

5.1.4. Reconduction

Nombre maximum de reconductions: 2

5.1.6. Informations générales

Participation réservée:

La participation n'est pas réservée.

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP): oui

5.1.9. Critères de sélection

Sources des critères de sélection: Avis

Critère: Autres exigences économiques ou financières

Description du critère de sélection: Le candidat doit justifier de sa capacité à exercer l'activité objet du marché et notamment de sa qualité pour émettre et gérer des titres-restaurant en tant qu'entreprise spécialisée au sens du 2° de l'article L. 3262-1 du Code du travail. Cette qualité peut notamment être établie par le référencement du candidat sur la liste des sociétés émettrices publiée par la Commission nationale des titres-restaurant (CNTR), ou par tout document équivalent. Le candidat s'engage à maintenir cette qualité et les capacités réglementaires correspondantes pendant toute la durée d'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, il produit la copie du ou des jugements autorisant la poursuite de l'activité.

Critère: Autres exigences économiques ou financières

Description du critère de sélection: Déclaration concernant le chiffre d'affaires global ainsi que le chiffre d'affaires relatif à des prestations comparables à l'objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles.

Critère: Autres exigences économiques ou financières

Description du critère de sélection: Liste des principales prestations comparables exécutées au cours des trois dernières années, indiquant notamment leur montant, leur date et leur destinataire. Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat ainsi que les moyens techniques mobilisables pour l'exécution du marché.

5.1.10. Critères d'attribution

Justification de l'absence d'indication de la pondération des critères d'attribution: Se reporter au règlement de la consultation

5.1.11. Documents de marché

Adresse des documents de marché: <https://www.xmarches.fr/entreprise/detailConsultation.php?key=41657>

5.1.12. Conditions du marché public

Conditions de soumission:

Soumission par voie électronique: Requise

Adresse de soumission: <https://www.xmarches.fr/entreprise/detailConsultation.php?key=41657>

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation/candidatures peuvent être présentées: français

Catalogue électronique: Non autorisée

Variantes: Autorisée

Date limite de réception des offres: 30/10/2026 12:00:00 (UTC+01:00) Heure de l'Europe centrale, heure d'été de l'Europe occidentale

Durée de validité des offres: 4 Mois

Conditions du marché:

Le contrat doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés: Non
Facturation électronique: Requise
La commande en ligne sera utilisée: oui
Le paiement électronique sera utilisé: oui

5.1.15. Techniques

Accord-cadre:

Accord-cadre, sans remise en concurrence

Nombre maximal de candidats: 1

Informations sur le système d'acquisition dynamique:

Pas de système d'acquisition dynamique

5.1.16. Informations complémentaires, médiation et recours

Organisation chargée des procédures de recours: Tribunal Administratif de Châlons-en-Champagne

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché: Commune BLANCS COTEAUX

Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché: Commune BLANCS COTEAUX

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours: Tribunal Administratif de Châlons-en-Champagne

Organisation qui reçoit les demandes de participation/candidatures: Commune BLANCS COTEAUX

8. Organisations

8.1. ORG-0001

Nom officiel: Commune BLANCS COTEAUX

Numéro d'enregistrement: 20007778200015

Adresse postale: Place de l'Hôtel de Ville

Ville: BLANCS COTEAUX

Code postal: 51130

Subdivision pays (NUTS): Marne (FRF23)

Pays: France

Adresse électronique: loic.malaise@blancs-coteaux.fr

Téléphone: 0326521297

Rôles de cette organisation:

Acheteur

8.1. ORG-0002

Nom officiel: Tribunal Administratif de Châlons-en-Champagne

Numéro d'enregistrement: FRF2351036

Adresse postale: 25, rue du Lycée

Ville: Châlons-en-Champagne

Code postal: 51036

Subdivision pays (NUTS): Marne (FRF23)

Pays: France

Adresse électronique: greffe.ta-chalons-en-champagne@juradm.fr

Téléphone: 0326668687

Rôles de cette organisation:

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours

8.1. ORG-0003

Nom officiel: Tribunal Administratif de Châlons-en-Champagne

Numéro d'enregistrement: FRF2351036

Adresse postale: 25, rue du Lycée

Ville: Châlons-en-Champagne

Code postal: 51036

Subdivision pays (NUTS): Marne (FRF23)

Pays: France

Adresse électronique: greffe.ta-chalons-en-champagne@juradm.fr

Téléphone: 0326668687

Rôles de cette organisation:

Organisation chargée des procédures de recours

8.1. ORG-0004

Nom officiel: Commune BLANCS COTEAUX

Numéro d'enregistrement: FRF2351130

Adresse postale: Place de l'Hôtel de Ville

Ville: BLANCS COTEAUX

Code postal: 51130

Subdivision pays (NUTS): Marne (FRF23)

Pays: France

Adresse électronique: loic.malaise@blancs-coteaux.fr

Téléphone: 0326521297

Rôles de cette organisation:

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché

8.1. ORG-0005

Nom officiel: Commune BLANCS COTEAUX

Numéro d'enregistrement: FRF2351130

Adresse postale: Place de l'Hôtel de Ville

Ville: BLANCS COTEAUX

Code postal: 51130

Subdivision pays (NUTS): Marne (FRF23)

Pays: France

Adresse électronique: loic.malaise@blancs-coteaux.fr

Téléphone: 0326521297

Rôles de cette organisation:

Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché

8.1. ORG-0006

Nom officiel: Commune BLANCS COTEAUX

Numéro d'enregistrement: FRF2351130

Adresse postale: Place de l'Hôtel de Ville

Ville: BLANCS COTEAUX

Code postal: 51130

Subdivision pays (NUTS): Marne (FRF23)

Pays: France

Adresse électronique: loic.malaise@blancs-coteaux.fr

Téléphone: 0326521297

Rôles de cette organisation:

Organisation qui reçoit les demandes de participation/candidatures

Informations relatives à l'avis

Identifiant/version de l'avis: 35241c54-234b-4964-816a-ceb17293884c - 01

Type de formulaire: Mise en concurrence

Type d'avis: Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

Sous-type d'avis: 16

Date d'envoi de l'avis: 24/09/2026 17:04:52 (UTC+01:00) Heure de l'Europe centrale, heure d'été de l'Europe occidentale

Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible: français

Numéro de publication de l'avis: 664945-2026

Numéro de publication au JO S: 187/2026

Date de publication: 28/09/2026